Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2016-999** **22/12/2016**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 21

Objet : Appel à candidature : 21 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) :

1 poste d'expert forêt et environnement (H/F) (catégorie A) à Aix en Provence (13).

Date limite de candidature : 3 février 2017

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste de chef d'unité surveillance du marché (H/F) (agent contractuel de catégorie 1 - CDI ou agent titulaire de catégorie A+) à Fougères (35).

  Date limite de candidature : 13 janvier 2017

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'écotoxicologie - Pesticides (H/F) (agent contractuel de catégorie 2 – CDD jusqu'au 31/12/2017) à Maisons-Alfort (94).

  Date limite de candidature :11 janvier 2017

- 1 poste de coordinateur dans le cadre de l'évaluation des dossiers de produits phytopharmaceutiques (H/F) (agent contractuel de catégorie 2 – CDD jusqu'au 31/12/2017) à Maisons-Alfort (94).

  Date limite de candidature : 11 janvier 2017

- 1 poste de chargé de projets scientifiques en virologie (H/F) (agent contractuel de catégorie 2 – CDD de 18 mois) à Maisons-Alfort (94).

  Date limite de candidature : 11 janvier 2017

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique des dossiers d'AMM dans le domaine de l'écotoxicologie/environnement – Biocides/REACH (H/F) (agent contractuel de catégorie 2 – CDD de 6 mois) à Maisons-Alfort (94).

  Date limite de candidature : 11 janvier 2017

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'efficacité des intrants du végétal (H/F) (agent contractuel de catégorie 2 – CDD jusqu'au 31/12/2017) à Maisons-Alfort (94).

  Date limite de candidature : 11 janvier 2017

- 1 poste d'agent de laboratoire (H/F) (agent contractuel de catégorie 4 – CDD de 12 mois) à Maisons-Alfort (94).

  Date limite de candidature : 11 janvier 2017

- 1 poste de technicien entomologie et biologie végétale (H/F) (agent contractuel de catégorie 3 – CDD de 24 mois) à Lyon (69).

Date limite de candidature : 15 janvier 2017

- 1 poste de responsable administratif, financier et technique (H/F) (agent contractuel de catégorie 2 - CDI ou agent titulaire de catégorie A) à Fougères (35).

Date limite de candidature : 15 janvier 2017

Groupement d'intérêt public du projet de parc national des forêts de Champagne et Bourgogne (GIP FCB) :

- 1 poste de chargé de mission « Agriculture et Développement durable » (H/F) (catégorie A) à Leuglay (21).

Date limite de candidature : 23 janvier 2017

- 1 poste de chargé de mission « Forêt – Filière bois et Animation territoriale » (H/F) (catégorie A) à Leuglay (21).

Date limite de candidature : 23 janvier 2017

- 1 poste de chargé de mission « Scientifique – Patrimoine naturel - Eau » (H/F) (catégorie A) à Leuglay (21) .

Date limite de candidature : 23 janvier 2017

- 1 poste de chargé de mission « Tourisme durable » (H/f) (catégorie A) à Leuglay (21).

Date limite de candidature : 23 janvier 2017

Ministère de l'éducation nationale / Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche :

1 poste de directeur(rice) général(e) des services de la COMUE de l'université de Paris-Saclay à Saint - Aubin (91).

Date limite de candidature : 23 janvier 2017

Premier ministre / Secrétariat général des affaires européennes (SGAE) :

1 poste d'adjoint au chef de secteur CIAA – Point de contact national du Codex Alimentarius (catégorie A ou A+) à Paris 7ème.

Date limite de candidature : 19 janvier 2017

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » (FVI) :

1 poste de responsable de l'équipe « formation en élevage et médecine vétérinaire en régions chaudes » (catégorie A+) à Montpellier (34).

Date limite de candidature : 28 janvier 2017

Commission européenne :

1 poste d'expert national détaché à la direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire (catégorie A+) à Bruxelles.

Office national des forêts :

- 1 poste de directeur / directrice de l'agence de Mulhouse (catégorie A+) à Mulhouse (68).

  Date limite de candidature : 5 janvier 2017

- 1 poste de chef(fe) du service des ressources humaines à la direction territoriale Bourgogne-Franche Comté (catégorie A+) à Dijon (21) – Besançon (25).

  Date limite de candidature : 5 janvier 2017

- 1 poste de chef(fe) du service des ressources humaines à la direction territoriale Grand Est (catégorie A+) à Strasbourg (67).

  Date limite de candidature : 5 janvier 2017

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Patrice CHAZAL

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

IGN - Institut national de l'information géographique et forestière
Direction interrégionale DIR-SE Aix en Provence
Europarc de Pichaury
1330 avenue JRGG de la Lauzière
13593 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3

Expert forêt et environnement

N° du poste : **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP : Sans objet
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public de l'Etat à caractère administratif (EPA) doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous la tutelle des ministres chargés respectivement du développement durable et des forêts. Ses missions visent à fournir une description complète du territoire national en données géographiques et forestières de référence, et à les mettre à la disposition des autorités publiques et du secteur privé. Au sein de la Direction interrégionale Sud-Est, le département expertise et prestations est chargé d'études et de travaux sur commandes externes ou internes, de portée locale ou nationale, et de l'appui technique des départements production et relations extérieures dans les domaines de compétence des personnes ressources qui lui sont affectées, dans la limite des orientations nationales fixées. Dans le cas particulier de ce poste, une partie de l'expertise portera sur la mise en place de dispositif d'inventaire forestier statistique et de l'optimisation de dispositifs existants.
Objectifs du poste	Concevoir et/ou mettre en œuvre des études ou des travaux à façon de niveau régional, national voire international. Participer à la représentation de l'IGN dans les instances professionnelles forestières dans le Sud-Est, être un appui technique aux chargés de relations extérieures dans son domaine d'expertise, savoir traduire les sollicitations en commandes opérationnelles en concertation avec le chef de département. Participer aux réseaux techniques et d'animations internes et externes dans le domaine de l'inventaire forestier. Définir les dispositifs statistiques à mettre en œuvre dans la perspective de la mise en place d'inventaires forestiers dans les DOM en tenant compte à la fois des aspects techniques mais aussi des aspects financiers, de ressources humaines et logistiques. Participer à l'amélioration du dispositif de l'inventaire forestier national.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Analyser les demandes relatives à son domaine et les traduire en commandes opérationnelles.
Réaliser des prestations d'assistance technique, de formation ou d'information.
Réaliser des études mobilisant de nombreuses sources d'information
Gérer des projets complexes.
Assurer une représentation (nationale, internationale) dans son domaine d'expertise</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Réseau d'expertise forestière et environnementale de l'IGN
Conseillère forêt auprès du Directeur Général
Services de production de l'IGN, en particulier le service de l'inventaire forestier et environnemental (SIFE)
Direction de la Stratégie, de l'International et de la Valorisation (DSIV)
Laboratoire de l'Inventaire Forestier (LIF)
Partenaires extérieurs variés (professionnels de la filière, services déconcentrés, collectivités locales, laboratoires de recherche, etc.)</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>• Savoirs

- organisation, rigueur, autonomie, esprit d'initiative
- capacité à travailler en équipe.
- disponibilité et autonomie.
- sens du relationnel</td><td>Savoir-faire

- Avoir de bonnes connaissances scientifiques dans le domaine de l'écologie et de la foresterie y compris en milieu tropical ;
- Savoir traiter et analyser des données (inventaire, MNS, imagerie satellitaire, LiDAR)
- Savoir rédiger y compris en anglais
- Connaître les instances forestières locales, nationales et internationales</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pierre LAULIER, directeur interrégional DIR-SE tél 04 42 16 31 01
Courriel : Pierre.Laulier@ign.fr

Yann LE DISEZ, chargé de développement de ressources humaines
Tel : 01 43 98 84 82 courriel : Yann.Le-Disez@ign.fr</td></tr>
</table>

Date : 15/12/2016

Poste à pourvoir	**Chef d'unité Surveillance du Marché (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou Agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Fougères - 35**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Agence Nationale du Médicament Vétérinaire
Département Inspection et Surveillance du marché

Missions / contexte

L'Agence Nationale du Médicament vétérinaire (ANMV) assure la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments et le contrôle des établissements pharmaceutiques ainsi que du marché des médicaments vétérinaires.

Le département Inspection et Surveillance du marché comprend 3 unités : une en charge de la gestion administrative des établissements pharmaceutiques vétérinaires, une en charge de leur inspection et l'unité Surveillance du marché en charge du secteur post-AMM des médicaments vétérinaires hors pharmacovigilance.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Le chef de l'unité « surveillance du marché » a la responsabilité, sous l'autorité du chef de département « inspection et surveillance du marché », de l'organisation des activités administratives, scientifiques et techniques de l'unité. Il s'appuie pour cela sur une équipe de 7 personnes et sur les compétences des autres unités/départements de l'ANMV.

L'unité Surveillance du marché est chargée notamment de :

- La surveillance de la disponibilité des médicaments vétérinaires ;
- La surveillance de la contrefaçon
- Le suivi et la gestion des défauts qualité des médicaments vétérinaires et, le cas échéant, des rappels de lots ;
- Le contrôle de la conformité des médicaments vétérinaires mis sur le marché ou faisant l'objet d'une demande d'autorisation de mise sur le marché ;
- Le contrôle de la publicité, des notices et des étiquetages des médicaments.

Activités

Le chef d'unité assure l'encadrement des personnes de l'unité :

- Animer et coordonner les activités de l'unité ;
- Gérer les ressources humaines de son unité (participer au recrutement, évaluer ses collaborateurs et définir les besoins en formation de son unité) ;
- Décliner la politique du département en matière de positionnement européen ;
- Superviser et garantir la qualité des produits de l'unité
- Gérer les priorités et élaborer le programme de travail de son équipe ;
- Anticiper les évolutions du marché dans son domaine de compétence et alerter sur les sujets sensibles ;
- Représenter l'agence et valoriser les activités de l'Agence dans le domaine de l'unité.
- Mettre en œuvre les procédures et référentiels qualité

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 minimum, ingénieur, chimiste, pharmacien, vétérinaire

Expériences similaires

- Expérience en management d'équipe scientifique (minimum 5 ans);
- Expérience dans le domaine des médicaments vétérinaires (minimum 5 ans) ;
- La connaissance du fonctionnement des instances européennes est souhaitée

Compétences

- Maîtrise des techniques de management d'équipe et de gestion de projets ;
- Connaissances de l'environnement institutionnel national, européen et international et du droit administratif du secteur du médicament vétérinaire ;
- Capacité d'analyse, d'évaluation et de synthèse
- Aptitude à prendre des décisions
- Capacité d'organisation, d'anticipation et de gestion des priorités
- Aptitude à animer une équipe et travailler en réseau
- Savoir rédiger et s'exprimer avec conviction et pédagogie
- Savoir rendre-compte
- Qualité relationnelle d'écoute et de propositions
- Maîtrise de l'anglais scientifique (bonne communication écrite et orale)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 13 janvier 2017

Renseignements sur le poste : Mme Françoise Pichard (francoise.pichard@anses.fr)
Mr Jean Pierre Orand (jean-pierre.orand@anses.fr)

Adresser les candidatures (lettre de motivation + cv) **par courriel en indiquant la référence 2016-119 à :** recrutement@anses.fr

Date : 15/12/2016

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'écotoxicologie – Pesticides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 31/12/2017**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Evaluation des Produits Règlementés,
Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement des Intrants du Végétal

Missions / contexte

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

Concernant l'évaluation des substances et produits phytosanitaires, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement des Intrants du Végétal est chargée de l'évaluation des risques pour l'environnement des substances actives lors de leur demande d'approbation au titre du règlement (CE) n°1107/2009 et des produits phytopharmaceutiques et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM).
L'équipe est composée de 31 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité de la chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques et des dossiers afférents, ainsi que des monographies des substances actives au niveau européen, dans le domaine de l'écotoxicologie.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'autorisations de mise sur le marché et des demandes afférentes.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation permettant de préparer les autorisations de mise sur le marché
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, ou auprès des collectifs d'experts
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et sollicitations adressées à la DEPR

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC + 3 minimum
BAC + 5 de type MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur en écotoxicologie souhaité

Expériences similaires

Expérience professionnelle dans le domaine des produits phyto- pharmaceutiques souhaitée

Compétences

- Connaissances approfondies en écotoxicologie.
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques souhaitées.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Qualités rédactionnelles.
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 janvier 2017

Renseignements sur le poste : Véronique POULSEN (veronique.poulsen@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2016-120 à :** recrutement@anses.fr

Date : 15/12//2016

Poste à pourvoir	**Coordinateur dans le cadre de l'évaluation des dossiers de produits phytopharmaceutiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (fin de CDD : 31/12/2017)**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction d'évaluation des produits réglementés, (DEPR) Unité Coordination des Intrants du Végétal
Missions / contexte	La Direction d'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, en vue de leur autorisation de mise sur le marché. Concernant l'évaluation des substances et produits phytosanitaires, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. Les unités de coordination sont chargées d'organiser l'évaluation scientifique des demandes d'approbation de substances actives et d'autorisation de mise sur le marché de produits. Elles s'assurent de la cohérence des évaluations, dans le respect des réglementations européennes et nationales. L'équipe est composée de 22 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, les missions du coordinateur sont d'assurer la coordination scientifique et technique des évaluations de dossiers de produits phytopharmaceutiques.

Activités

- Gérer en mode projet l'instruction scientifique des dossiers.
- Assurer la coordination scientifique de l'évaluation des dossiers entre les différentes unités d'évaluation, contrôler la cohérence de l'expertise scientifique et rédiger les conclusions d'évaluation de l'Anses et les rapports de synthèse à partir des contributions des unités d'évaluation de la DEPR.
- Définir, en lien avec le planificateur de l'unité, le calendrier d'évaluation de ces dossiers dans le respect des délais réglementaires.
- Assurer la communication, le suivi et le traitement des dossiers, au niveau des instances d'évaluation internes transversales, du CES, et au niveau de commissions, comités et groupes de travail nationaux et, le cas échéant, européens.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 3 à BAC+ 8

MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur (agronomie, chimie, santé, environnement, microbiologie ou évaluation des risques), docteur en Pharmacie, docteur Vétérinaire ou docteur es Sciences

Expériences similaires

Expérience appréciée dans le domaine des produits phytopharmaceutiques, biocides, ou produits chimiques et en direction de projets

Compétences

- Connaissance du milieu agricole et/ou de la réglementation dans les domaines des produits phytopharmaceutiques souhaitée
- Bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral)
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire
- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 janvier 2017

Renseignements sur le poste : Eric TRUCHOT (eric.truchot@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2016-121 à :** recrutement@anses.fr

Date : 15/12/2016

Poste à pourvoir	**Chargé de projets scientifiques en virologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 18 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Santé Animale / Unité Mixte de Recherche 1161 Virologie

Missions / contexte

L'Unité d'accueil est une Unité Mixte de Recherche en Virologie sous la direction de trois tutelles : Anses, INRA et ENVA, située sur le campus de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort. Les missions de l'UMR sont définies par des activités de recherche et d'appui scientifique et technique en virologie dans les domaines de la santé animale, des zoonoses et des vaccins oraux.
Le groupe «Virus de l'hépatite E» a pour mission de caractériser les transmissions zoonotiques du virus de l'hépatite E de l'animal à l'homme afin d'évaluer les risques en sécurité alimentaire. Il s'agit d'une part, d''identifier et caractériser: les réservoirs animaux domestiques et sauvages, les voies de transmission, le mécanisme de passage de la barrière d'espèces et d'autre part, de développer et améliorer les méthodes de détection et de mettre au point des modèles de culture *in vitro*.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité fonctionnelle du chef d'équipe, la personne recrutée contribuera aux différents projets de l'équipe Hépatite E relatifs à la caractérisation moléculaire des souches porcines et leurs liens avec les cas humains, au développement de méthodes de diagnostic sérologique, moléculaire et de virologie classique. . Elle pourra également être chargée de missions transversales d'intérêt général relatives au bon fonctionnement du laboratoire.

Activités

L'agent sera chargé de :

- Réaliser des analyses sérologiques et de biologie moléculaire à partir de prélèvements d'animaux (porc) ou de matrices complexes (aliments).
- Créer et entretenir une collection d'échantillons (sérothèque, tissuthèque) et maintenir à jour les fichiers correspondants.
- S'assurer de l'entretien de lignées cellulaires eucaryotes et infections virales
- Restituer, avec un premier niveau d'analyse, les résultats obtenus.
- Contribuer à la conception des expériences
- Gérer les stocks de réactifs.

Conditions particulières

- Travailler en laboratoire de confinement P2 et P3
- État de santé compatible avec la manipulation d'agents pathogènes,
- Accord pour un suivi médical spécifique.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Master 2 recherche ou ingénieur, dans le domaine de la biologie ou la virologie
Bac + 3 minimum

Expériences similaires

Une 1ère expérience en laboratoire de virologie est souhaitée.

Compétences

- Solides connaissances en virologie, biologie moléculaire, sérologie, culture cellulaire et expression de protéines recombinantes
- Maîtrise des techniques d'extraction des acides nucléiques et de biologie moléculaire notamment RT-PCR conventionnelle, clonage et RT-PCR en temps réel. Analyses sérologiques par ELISA et analyses protéiques par Immunoblot. Cultures de cellules eucaryotes : entretien, constitution de stocks, congélation. Infections virales
- Aptitude démontrée à travailler en équipe, notamment en mode projet
- Sens des responsabilités et rigueur scientifique indispensables
- Autonomie dans l'interprétation des résultats et des suites à donner
- Maîtrise des logiciels de bureautique (traitement de texte, tableur, etc.)
- Compréhension de l'anglais scientifique.
- Compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions.
- Bonnes connaissances en assurance qualité et sur les risques biologiques appréciées.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 janvier 2017

Renseignements sur le poste : Nicole PAVIO, tél : 01 43 96 72 09 ; nicole.pavio@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2016-122 à :** recrutement@anses.fr

Date : 15/12/2016

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique des dossiers d'AMM dans le domaine de l'écotoxicologie/environnement – Biocides/REACH (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 6 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Evaluation des Produits Règlementés Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement Biocides - Reach
Missions / contexte	La Direction Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. L'Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement Biocides – Reach est chargée de l'évaluation des risques pour l'environnement des substances actives et produits biocides au titre du règlement (CE) 528/2012 ainsi que des substances évaluées dans le cadre du règlement Reach (CE) n°1907/2006. L'équipe est composée de 7 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique sera en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers biocides et REACH dans les domaines du devenir et du comportement des substances dans l'environnement et de l'écotoxicologie.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises Biocides dans le domaine de compétence concerné.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en Anglais et des conclusions en Français dans le domaine de compétence concerné.
- Respecter les délais d'évaluation.
- Participer aux analyses des dossiers de substances actives proposés par les Etats Membres de l'UE.
- Contribuer à l'expertise réglementaire et scientifique des dossiers évalués dans le cadre de la réglementation REACH.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 3 minimum
BAC + 5 de type MASTER II, DEA ou diplôme d'ingénieur en écotoxicologie ou environnement souhaité

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine de l'évaluation des risques des substances chimiques, des produits biocides ou phytopharmaceutiques

Compétences

- Connaissances approfondies en écotoxicologie
- Connaissance réglementaire appréciées (REACH, Biocides)
- Assurer la cohérence scientifique d'un projet, d'un dossier, d'un document
- Savoir recenser des données bibliographiques
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 janvier 2017

Renseignements sur le poste : Béatrice CHION (beatrice.chion@anses.fr – 01 56 29 18 89)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2016-123 à :** recrutement@anses.fr

Date : 15/12/2016

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'efficacité des intrants du végétal (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 31/12/2017**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction de l'Evaluation des Produits Règlementés, Unité Evaluation de l'Efficacité des Intrants du Végétal
Missions / contexte	La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché. En ce qui concerne l'évaluation des intrants du végétal (substances et produits phytopharmaceutiques, matières fertilisantes et supports de culture), la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. L'Unité Evaluation de l'Efficacité des Intrants du Végétal est chargée de l'évaluation des études soumises dans les dossiers déposés à l'Anses, concernant l'efficacité sensu stricto, et les risques relatifs aux cultures, des produits phytopharmaceutiques, matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM). L'équipe est composée de 12 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique sera en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques et des matières fertilisantes dans le domaine de l'efficacité

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'AMM.
- Réaliser une analyse critique des données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes directrices européennes existantes.
- Etablir sur cette base des documents de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, ou auprès des collectifs d'experts
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et sollicitations adressées à la DEPR

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 à BAC+8 en science agronomique ou apparenté souhaité
Minimum Bac + 3 exigé

Expériences similaires

Expérience professionnelle dans le domaine des produits phyto- pharmaceutiques appréciée

Compétences

- Compétences scientifiques et/ ou techniques en science agronomique ou apparenté
- Connaissances réglementaires dans le domaine des produits phyto- pharmaceutiques souhaitées
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 janvier 2017

Renseignements sur le poste : Laurent THIBAULT (laurent.thibault@anses.fr 01 49 77 21 71)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2016-124 à :** recrutement@anses.fr

15/12/2016

Poste à pourvoir	**Agent de laboratoire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 4**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (12 mois)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur	Laboratoire de santé animale Unité Mixte de Recherche en Virologie
Missions / contexte	L'Unité Mixte de Recherche (UMR) 1161 « Virologie », est une UMR ANSES-INRA-ENVA située sur le campus de l'ENVA. Elle est constituée de cinq équipes de recherche : vaccins adénoviraux ; émergence virale chez les ruminants ; virus entériques et barrière d'espèces ; biologie des picornavirus et neurovirologie de zoonoses. L'UMR accueille également le Laboratoire de référence de l'Union européenne sur les maladies équines dont les encéphalites virales équines, le laboratoire mondial de référence de l'OIE sur la fièvre aphteuse et la maladie épizootique hémorragique des cervidés.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'UMR, la personne recrutée viendra en appui des équipes de recherche

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- **Gestion** du courrier ainsi que des colis
- **Gérer la laverie** : décontamination : autoclavage, lavage, rinçage, stérilisation : conditionnement, marquage, stérilisation, distribution et rangement des consommables stérilisés pour les laboratoires L2
- **Eliminer les déchets** en respectant les règles d'hygiène et sécurité, critère d'autant plus important que dans le laboratoire sont manipulés différents agents pathogènes. L'agent devra trier et éliminer les déchets courants, les cartons et Dasri, et enregistrer des produits chimiques avant élimination en Dasri
- **Entretenir les différents équipements** (Bains marie, Etuve CO2…).Gestion technique de trois autoclaves (suivi de l'entretien, lien avec la société de maintenance). Remplissage des cuves d'azote
- **Nettoyer et désinfecter les locaux** du laboratoire de virologie : nettoyage des surfaces et lavage des sols en lien avec le prestataire de service et le service de maintenance du laboratoire pour les petits travaux de l'unité
- **Gérer les stocks** de consommables et les produits de base couramment utilisés dans la structure (commande, réception, stockage, distribution). Utilisation d'un logiciel de gestion de stocks
- **Gérer l'intendance des vêtements de laboratoire** pour le personnel et les visiteurs
- **Préparer les milieux de culture et les différents tampons :** effectuer de mesures de routine (pesée, mesure de PH-MÈTRE …)
- **Participer** à la mise en œuvre, au maintien et à l'amélioration du système de management de qualité de l'unité

Conditions particulières

L'activité s'exerce dans un laboratoire de recherche en virologie. Elle entraîne une adaptation liée aux contraintes de biosécurité.
Manutention de charges.
Les contraintes de travail liées à ce poste imposent d'arriver avant 8h30.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis BEP à BAC dans le domaine de l'entretien de laboratoire et des bonnes pratiques en hygiène

Expériences similaires Expérience professionnelle souhaitée en laboratoire

Compétences

- Connaitre les notions de base en mathématiques, chimie, biologie.
- Savoir utiliser des appareils de mesure courants (balance de précision, pH-mètre ….).
- Savoir calculer les dilutions et les modes opératoires adaptés.
- Connaître les règles de la stérilisation sèche et humide et l'utilisation des appareils de stérilisation et de laverie (habilitation à la conduite d'autoclaves).
- Connaître et savoir appliquer en situation de travail, les règles d'hygiène et de sécurité du domaine.
- Maîtrise des outils de bureautique (Word et Excel)
- Respecter les consignes
- Comprendre les prescriptions pour mettre en œuvre les procédures adaptées
- Capacité d'intégration au sein d'une équipe
- Aptitude à rendre compte
- Aptitudes organisationnelles
- Aptitude au travail en équipe
- Ordre, soin et rigueur
- Autonomie et esprit d'initiative

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 janvier 2017

Renseignements sur le poste : Stephan ZIENTARA, chef de l'UMR, stephan.Zientara@vet-alfort.fr, Françoise Gavard francoise. gavard@vet-alfort.fr,

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2016-125 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/12/2016

Poste à pourvoir	**Technicien Entomologie et Biologie Végétale (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 24 mois**
Localisation	**Lyon (69)**
Prise de fonction	**1er mars 2017**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Lyon
Unité Résistance aux Produits Phytosanitaires (RPP)

Missions / contexte

L'unité RPP du laboratoire Anses de Lyon, aujourd'hui constituée de 7 personnes, a en charge la détection et l'étude des mécanismes de résistances aux produits phytosanitaires chez les ennemis des cultures (champignons, bactéries, ravageurs et adventices). Ses missions interviennent dans le cadre de la surveillance biologique du territoire et du suivi en post homologation des produits phytosanitaires. A ce titre, l'unité :

- participe aux plans de surveillance, dans le cadre du plan Ecophyto, élaborés en concertation entre la Direction Générale de l'Alimentation (DGAl), l'Anses et l'INRA,
- développe et met en place des méthodes de référence pour la détection des phénomènes de résistance chez les principaux ennemis des cultures (ou bio agresseurs),
- conduit des recherches sur la mise au point et le développement de méthodes pour la détection des mécanismes de résistance acquis par certains bioagresseurs. A titre d'exemple, un important projet mené actuellement, concerne la dispersion des allèles de résistance chez le Puceron vert du Pêcher (*Myzus persicae*). L'unité développe aussi des projets de recherche en lien étroit avec les quatre unités de l'INRA spécialisées dans le domaine des résistances, par exemple actuellement sur des mécanismes de résistance développés par deux espèces cryptiques de *Botrytis,* dont l'agent de la Pourriture grise en vigne, *Botrytis cinerea*.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef d'unité et en binôme avec la responsable de secteur, l'agent recruté aura en charge la conduite de tests biologiques en entomologie. Cet agent pourra être amené à participer à l'encadrement de stagiaires.

Activités

Dans ce cadre, le technicien contribuera directement et en pratique (i.e. à la paillasse) aux tests biologiques en assurant :

- la culture des plantes nécessaires aux élevages et à la réalisation de tests
- l'entretien régulier du matériel de culture et des équipements liés à cette activité
- la préparation de milieux nutritifs utilisés pour les tests ou l'élevage des insectes
- la réception des échantillons du terrain
- la participation au maintien des élevages du laboratoire
- la participation à la mise au point de méthodes de mesure de la résistance aux produits phytosanitaires chez des insectes
- la réalisation de tests de résistance aux produits phytosanitaires chez des populations d'insectes dans le cadre du plan de surveillance
- Transmission des résultats expérimentaux sous forme de rapports techniques

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste devra manipuler des insectes
- Le titulaire de ce poste devra travailler sous loupe binoculaire
- Le titulaire de ce poste devra préparer et manipuler des solutions de produits phytosanitaires.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :

- Baccalauréat scientifique
- BTS ou DUT ou licence Pro en biologie fortement souhaité

Expériences

- Bonne expérience en laboratoire souhaitée

Compétences

- Connaissances en Protection des Végétaux
- Intérêt et curiosité pour l'entomologie souhaités
- Motivation forte pour le travail minutieux et rigoureux au laboratoire
- Aptitude au travail en équipe
- Bonne capacité d'adaptation
- Qualités rédactionnelles
- Compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions
- Vigilance sur les règles d'hygiène et sécurité
- Utilisation des logiciels bureautiques courants (WORD, EXCEL)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15 janvier 2017

Renseignements sur le poste : Benoît Barrès (benoit.barres@anses.fr, 04.27.18.04.83)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2016-126 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/12/2016

Poste à pourvoir	**Responsable Administratif, Financier et Technique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Directions du Laboratoire de Fougères et de l'Agence Nationale du Médicament Vétérinaire – Site de Fougères - Services des affaires générales
Le laboratoire de Fougères intervient sur la caractérisation et la surveillance des dangers biologiques et chimiques qui peuvent affecter la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, plus particulièrement ceux en relation avec l'usage des médicaments vétérinaires et des biocides. Il participe dans son domaine de compétence, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, de surveillance et d'expertise scientifique et technique de l'Anses.

Missions / contexte

L'ANMV assure l'évaluation des risques liés aux médicaments vétérinaires et la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments et le contrôle des établissements pharmaceutiques ainsi que du marché des médicaments vétérinaires.

Le service des affaires générales est en charge de gérer et organiser les activités administratives, financières et techniques.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité conjointe des directeurs, le responsable administratif, financier et technique est en charge d'optimiser la gestion administrative, financière et technique des deux entités en pilotant et contrôlant les activités du service des affaires générales dont il a la charge.

Activités

Dans ce cadre, les principales missions seront de :

- Garantir la coordination administrative et financière des deux entités en liaison étroite avec les directions du siège,
- Piloter l'élaboration et le suivi de l'exécution du budget commun aux deux entités, en lien avec la Direction financière et l'Agent Comptable de l'Anses,
- Assurer la gestion de proximité en ressources humaines des 160 agents présents sur le site en lien avec la Direction des ressources humaines,
- Contribuer sur la partie administrative à la négociation, la rédaction et la gestion des accords d'engagement scientifiques et administratifs des entités tels que les contrats de recherche, les conventions partenariales nationales, européennes et internationales, les contrats de prestations et de service, les marchés publics...,
- Collaborer étroitement avec le service informatique du site en vue de recenser et analyser les besoins des entités et suivre la prise en compte de ces besoins,
- Superviser le bon fonctionnement des installations techniques ainsi que la gestion du patrimoine immobilier.

Le responsable administratif et financier est l'interlocuteur privilégié des deux directeurs, des chefs d'unités scientifiques au sein du laboratoire et des chefs de départements et de services au sein de l'ANMV. Il est force de proposition sur tous les sujets administratifs et financiers auprès des directeurs et des instances de concertation locales des deux entités. Une réflexion sur les processus en lien avec le siège est notamment attendue.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +5 en gestion administrative et financière souhaité
BAC + 3 minimum

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans un poste similaire
- Première expérience en management d'équipe souhaitée

Compétences

- Connaissance des règles budgétaires, comptables et financières applicables aux établissements publics de l'Etat
- Connaissance dans la gestion techniques des bâtiments et dans la sécurité au travail
- Connaissance des techniques de management
- Connaissance de la norme ISO 9001 pour la mise sous assurance qualité des processus
- Sens des responsabilités et de l'écoute
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maitrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique
- Anglais

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15 janvier 2017

Renseignements sur le poste : Jean-Pierre ORAND (jean-pierre.orand@anses.fr) et Pascal SANDERS (pascal.sanders@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2016-128 à :** recrutement@anses.fr

Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission «Tourisme durable » (h/f)**
Affectation :	**Groupement d'intérêt public du projet de parc national des forêts de Champagne et Bourgogne (GIP FCB)**
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur du GIP FCB
Résidence administrative :	Leuglay (21), siège du GIP FCB
Conditions d'emploi :	Emploi à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

Le GIP de préfiguration du Parc national des forêts de Champagne et Bourgogne a été mis en place en juillet 2010 par l'État, pour créer le 11ème parc national français, dédié à la forêt feuillue de plaine. Doté d'une Assemblée générale et d'un Conseil d'administration rassemblant les différents acteurs du projet (État et établissements publics, collectivités locales, acteurs du territoire), le GIP rassemble plus de 200 membres.

A ce jour, le projet de Parc national couvre 127 communes (45% en Haute Marne et 55% en Côte d'Or). Ce périmètre s'étend sur 241 000 hectares composé à plus de 50 % de forêts. Ce sont environ 28 000 habitants qui sont directement concernés par ce périmètre. L'objectif principal est la finalisation de la charte du parc national et la mise en œuvre des procédures de consultations locales et nationales, en vue d'une création du Parc national et de l'établissement public en charge de sa gestion envisagées à l'horizon fin 2018/2019.

La loi relative à la biodiversité votée en août 2016 prévoit la création d'une Agence française pour la biodiversité (AFB) au 1er janvier 2017, rassemblant dans un établissement public unique quatre structures œuvrant sur la biodiversité et la qualité des milieux marins, aquatiques, botaniques et des espaces protégés remarquables (l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema), l'Agence des aires marines protégées (AAMP), l'Aten, et Parcs nationaux de France (PNF)), dont elle reprend les attributions. A ce titre, l'établissement public AFB a parmi ses missions d'apporter son appui aux projets de création de nouveaux parcs nationaux. Il est ainsi membre du Groupement d'Intérêt Public de préfiguration du Parc National des Forêts de Champagne et Bourgogne » (GIP FCB), auprès duquel il affecte des personnels, dont le présent poste..

Description du poste

Mission :

Dans le cadre de la phase de création du parc national, le Chargé de mission tourisme durable participera à l'élaboration du volet tourisme de la charte. Il (elle) exerce une mission d'expertise au sein du GIP pour la mise en œuvre de la stratégie tourisme et l'animation du réseau des opérateurs touristiques. En complément, il sera chargé d'accompagner et de porter des actions de préfiguration du futur parc national dans le champ du tourisme durable.

Pour ce faire, son activité se décompose en 3 grandes missions :

- Finaliser le volet Tourisme durable de la charte en approfondissant si besoin les axes de la stratégie de mise en tourisme du parc national en cours d'élaboration.

- Créer une dynamique autour du projet de parc national en accompagnant des actions portées par le GIP, des acteurs institutionnels, privés ou universitaires.
- Piloter l'élaboration d'un schéma fonctionnel de coopération entre le futur établissement public et les acteurs institutionnels en charge du tourisme.

Activités principales :

- Finaliser le volet tourisme de la charte,
- Assurer la coordination des actions de préfiguration du parc national et conduire des actions en matière de tourisme de découvertes (scientifique, expérientiel, ..), d'écotourime,
- Rédiger un schéma prévisionnel organisant les relations entre l'établissement public et les opérateurs du territoire en charge du tourisme,
- Préparer et animer le réseau des acteurs touristiques du futur parc national en lien avec les expériences développées dans les espaces protégés français,
- Poursuivre et approfondir les collaborations universitaires,
- Participer aux réseaux régionaux et nationaux,
- Animer des actions de concertation pour faire connaître le projet de parc national,

Relations liées au poste

Relations internes

Autres chargés de mission du GIP.
Directions et services compétents de l'AFB, en particulier le service des Parcs nationaux et autres aires protégées.

Relations externes

Adhérents du GIP – Communes – Acteurs spécialisés dans les domaines concernés.
Réseau des Parcs nationaux

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A avec une formation en Tourisme – et en Ecotourisme et/ou une expérience dans le domaine du tourisme de découvertes dans les espaces naturels.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

Connaissance de l'économie et des dynamiques touristiques au niveau national et international,
Connaissance des enjeux du tourisme dans les espaces naturels sensibles.
Connaissance des stratégies touristiques dans les espaces protégés français et européens.

Savoir-faire opérationnel

Animation de groupes de travail, de réseaux.
Bonne capacité rédactionnelle et de synthèse.
Maîtrise des outils SIG.
Maîtrise de l'anglais.

Savoir-être professionnel

Grande rigueur professionnelle et réactivité.
Capacité d'innovation et créativité.
Travail en équipe.
Savoir gérer les conflits.
Souplesse et adaptabilité.

Nombreux déplacements y compris en soirée et week-end.
Permis B indispensable.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées peuvent obtenir des renseignements auprès de Hervé Parmentier, directeur du GIP FCB (06 16 33 91 91).

Elles devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence « chargé de mission Scientifique - Patrimoine naturel – Eau du GIP FCB » par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 23 janvier 2017

Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission « Agriculture et Développement durable » (h/f)**
Affectation :	**Groupement d'intérêt public du projet de parc national des forêts de Champagne et Bourgogne (GIP FCB)**
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur du GIP FCB
Résidence administrative :	Leuglay (21), siège du GIP FCB
Conditions d'emploi :	Emploi à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

Le GIP de préfiguration du Parc national des forêts de Champagne et Bourgogne a été mis en place en juillet 2010 par l'État, pour créer le 11ème parc national français, dédié à la forêt feuillue de plaine. Doté d'une Assemblée générale et d'un Conseil d'administration rassemblant les différents acteurs du projet (État et établissements publics, collectivités locales, acteurs du territoire), le GIP rassemble plus de 200 membres.

A ce jour, le projet de Parc national couvre 127 communes (45% en Haute Marne et 55% en Côte d'Or). Ce périmètre s'étend sur 241 000 hectares composé à plus de 50 % de forêts. Ce sont environ 28 000 habitants qui sont directement concernés par ce périmètre. L'objectif principal est la finalisation de la charte du parc national et la mise en œuvre des procédures de consultations locales et nationales, en vue d'une création du Parc national et de l'établissement public en charge de sa gestion envisagées à l'horizon fin 2018/2019.

La loi relative à la biodiversité votée en août 2016 prévoit la création d'une Agence française pour la biodiversité (AFB) au 1er janvier 2017, rassemblant dans un établissement public unique quatre structures œuvrant sur la biodiversité et la qualité des milieux marins, aquatiques, botaniques et des espaces protégés remarquables (l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema), l'Agence des aires marines protégées (AAMP), l'Aten, et Parcs nationaux de France (PNF)), dont elle reprend les attributions. A ce titre, l'établissement public AFB a parmi ses missions d'apporter son appui aux projets de création de nouveaux parcs nationaux. Il est ainsi membre du Groupement d'Intérêt Public de préfiguration du Parc National des Forêts de Champagne et Bourgogne » (GIP FCB), auprès duquel il affecte des personnels, dont le présent poste..

Description du poste

Mission :

Dans la cadre de la phase de création du parc national, le chargé de mission Agriculture et Développement durable participera à l'élaboration du volet agriculture et économie de la charte. En complément, il exerce une mission d'expertise au sein du GIP pour l'animation et la coordination des thématiques Economie, Emploi et Formation. En complément, il sera chargé d'animer la stratégie du GIP pour la mise en œuvre d'actions de préfiguration du futur parc national et de conduire des actions spécifiques dans les thématiques relevant de son domaine d'expertise.

Pour ce faire, son activité se décompose en 3 grandes missions :

- Finaliser les volets Agriculture, Economie, Emploi-Formation de la charte en approfondissant les connaissances qui permettront de mieux connaître les différentes filières socioéconomiques, leur fonctionnement, leur dynamique, leurs synergies.

- Créer une dynamique autour du projet de parc national en animant et coordonnant les actions de préfiguration menées par le GIP (identification, programmation, évaluation, communication) et en portant certaines d'entre elles en lien avec son domaine d'expertise. Cette mission sera à conduire en proximité avec les instances du GIP (Elus de la gouvernance, Conseil scientifique et Conseil économique social et culturel).

- Piloter l'élaboration d'un schéma fonctionnel de coopération entre le futur établissement public et les acteurs institutionnels en charge des thématiques Agriculture, Economie, Emploi-Formation.

Activités principales :

- Participer à la définition des zonages du futur parc national.
- Finaliser les volets Agriculture, Economie, Emploi-Formation de la charte.
- Instruire les avis du GIP en saisine du Régime transitoire d'autorisation spéciale.
- Assurer la coordination des actions de préfiguration du parc national et conduire des actions alliant protection des patrimoines et développement durable des filières agricoles, artisanat et autres secteurs de l'économie du territoire du GIP portant sur les enjeux climatiques, énergétiques et déchets.
- Rédiger un schéma prévisionnel organisant les relations entre l'établissement public et les opérateurs du territoire en charge des thématiques Agriculture, Economie, Emploi-Formation.
- Préparer et animer les réseaux techniques Agriculture, Economie, Emploi-Formation du futur parc national.
- Participer aux réseaux nationaux notamment inter parcs nationaux animés par l'Agence Française pour la Biodiversité, et plus largement des gestionnaires d'espaces protégés, portant sur les thématiques Agriculture, Economie, Emploi-Formation.
- Animer des actions de concertation pour faire connaître le projet de parc national.
- Animer le Conseil économique social et culturel.

Relations liées au poste

Relations internes

Autres chargés de mission du GIP.
Directions et services compétents de l'AFB, en particulier le Service des Parcs nationaux et autres aires protégées.

Relations externes

Adhérents du GIP – Communes – Acteurs agricoles et économiques locaux.
Réseau des Parcs nationaux

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A avec une formation en agronomie et une expérience significative dans les domaines du développement local et des énergies renouvelables.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

Connaissance du fonctionnement des exploitations et des pratiques agricoles.
Connaissance du monde agricole, de ses acteurs.
Connaissance des dynamiques économiques et l'aménagement du territoire.

Connaissance du monde de l'emploi et de la formation.
Connaissance des énergies renouvelables et de la gestion des déchets.
Connaissance des espaces protégés.

Savoir-faire opérationnel

Expérience avérée en matière de concertation et de consultation.
Animation de groupes de travail, de réseaux.
Bonne capacité rédactionnelle et de synthèse.
Maîtrise des outils SIG.

Savoir-être professionnel

Grande rigueur professionnelle et réactivité.
Capacité d'innovation et créativité.
Travail en équipe.
Savoir gérer les conflits.
Souplesse et adaptabilité.

Nombreux déplacements y compris en soirée et week-end.
Permis B indispensable.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées peuvent obtenir des renseignements auprès de Hervé Parmentier, directeur du GIP FCB (06 16 33 91 91)

Elles devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence « chargé de mission Agriculture et Développement durable du GIP FCB » par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 23 janvier 2017

Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission « Forêt -Filière bois et Animation territoriale » (h/f)**
Affectation :	**Groupement d'intérêt public du projet de parc national des forêts de Champagne et Bourgogne (GIP FCB)**
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur du GIP FCB
Résidence administrative :	Leuglay (21), siège du GIP FCB
Conditions d'emploi :	Emploi à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

Le GIP de préfiguration du Parc national des forêts de Champagne et Bourgogne a été mis en place en juillet 2010 par l'État, pour créer le 11ème parc national français, dédié à la forêt feuillue de plaine. Doté d'une Assemblée générale et d'un Conseil d'administration rassemblant les différents acteurs du projet (État et établissements publics, collectivités locales, acteurs du territoire), le GIP rassemble plus de 200 membres.

A ce jour, le projet de Parc national couvre 127 communes (45% en Haute Marne et 55% en Côte d'Or). Ce périmètre s'étend sur 241 000 hectares composé à plus de 50 % de forêts. Ce sont environ 28 000 habitants qui sont directement concernés par ce périmètre. L'objectif principal est la finalisation de la charte du parc national et la mise en œuvre des procédures de consultations locales et nationales, en vue d'une création du Parc national et de l'établissement public en charge de sa gestion envisagées à l'horizon fin 2018/2019.

La loi relative à la biodiversité votée en août 2016 prévoit la création d'une Agence française pour la biodiversité (AFB) au 1er janvier 2017, rassemblant dans un établissement public unique quatre structures œuvrant sur la biodiversité et la qualité des milieux marins, aquatiques, botaniques et des espaces protégés remarquables (l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema), l'Agence des aires marines protégées (AAMP), l'Aten, et Parcs nationaux de France (PNF)), dont elle reprend les attributions. A ce titre, l'établissement public AFB a parmi ses missions d'apporter son appui aux projets de création de nouveaux parcs nationaux. Il est ainsi membre du Groupement d'Intérêt Public de préfiguration du Parc National des Forêts de Champagne et Bourgogne » (GIP FCB), auprès duquel il affecte des personnels, dont le présent poste..

Description du poste

Mission :

Dans la cadre de la phase de création du parc national, le Chargé de mission forêt - filière bois et animation territoriale participera à l'élaboration de la charte et du plan de gestion de la réserve intégrale du futur parc national. En complément, il sera chargé de conduire des actions de préfiguration dans le domaine du développement territorial.

Pour ce faire, son activité se décomposera en 3 grandes missions :

- Finaliser le volet forestier de la charte et le projet de plan de gestion de la réserve intégrale en approfondissant les connaissances de la forêt du territoire dans toutes ses dimensions (naturalité, économie, usages et autres aspects scientifiques,…) et en menant les phases de

consultation, concertation et de rédaction nécessaires en lien étroit avec les acteurs.
- Créer une dynamique autour du projet de parc national en portant ou coordonnant des actions de préfiguration dans le domaine de la filière bois et plus largement de développement territorial.
- Contribuer à la finalisation de la création du Parc national dans les phases de consultation locale et nationale et piloter l'élaboration du schéma fonctionnel de coopération entre le futur établissement public et les acteurs institutionnels gestionnaires d'espaces forestiers.

Activités principales :

- Participer à la définition des zonages du futur parc national,
- Finaliser prioritairement le volet forestier de la charte et contribuer à la finalisation du projet de territoire dont l'évaluation environnementale.
- Coordonner la mise en œuvre des partenariats avec les opérateurs forestiers dont l'Office national des Forêts, les Centres régionaux de la Propriété forestière et les organismes d'enseignement et de recherche forestiers (encadrement de stages fréquents).
- Conduire le travail préparatoire à la création de la réserve intégrale via des processus de concertation, de consultation et de rédaction.
- Instruire les avis du GIP en saisine du Régime transitoire d'autorisation spéciale
- Faire émerger, porter et accompagner des actions de préfiguration du parc dans divers champs thématiques.
- Rédiger un schéma prévisionnel organisant les relations entre l'établissement public et les autres opérateurs du territoire intervenant dans la gestion des espaces naturels.
- Préparer et animer le réseau technique « forêt-filière bois » du futur parc national.
- Participer aux réseaux nationaux notamment inter parcs nationaux animés par l'Agence Française pour la Biodiversité et plus largement des gestionnaires d'espaces protégés, portant sur la thématique Forêt-Bois.
- Animer des actions de concertation pour faire connaître le projet de parc national.

Relations liées au poste

Relations internes

Autres chargés de mission du GIP.
Directions et services compétents de l'AFB, en particulier le Service des Parcs nationaux et autres aires protégées.

Relations externes

Adhérents du GIP – Communes – Acteurs forestiers.
Réseau des Parcs nationaux

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A avec une formation en gestion forestière et une expérience animation territoriale.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

Connaissance des milieux forestiers et associés et de leurs fonctionnements
Connaissance des habitats naturels et des espèces
Connaissance des acteurs de la forêt et de la filière bois
Connaissance de la gestion forestière
Connaissance des usages de la forêt
Connaissance du développement local et de l'aménagement du territoire
Connaissance des espaces protégés

Savoir-faire opérationnel

Expérience avérée en matière de concertation et de consultation
Animation de groupes de travail, de réseaux

Bonne capacité rédactionnelle et de synthèse
Maîtrise des outils SIG

Savoir-être professionnel

Grande rigueur professionnelle et réactivité,
Capacité d'innovation et créativité,
Travail en équipe,
Savoir gérer les conflits,
Souplesse et adaptabilité.

Nombreux déplacements y compris en soirée et week end
Permis B indispensable

Déposer une candidature

Les personnes intéressées peuvent obtenir des renseignements auprès de Hervé Parmentier, directeur du GIP FCB (06 16 33 91 91)

Elles devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence « chargé de mission Forêt - Filière bois et Animation territoriale du GIP FCB » par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 23 janvier 2017

Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission «Scientifique - Patrimoine naturel – Eau » (h/f)**
Affectation :	**Groupement d'intérêt public du projet de parc national des forêts de Champagne et Bourgogne (GIP FCB)**
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur du GIP FCB
Résidence administrative :	Leuglay (21), siège du GIP FCB
Conditions d'emploi :	Emploi à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

Le GIP de préfiguration du Parc national des forêts de Champagne et Bourgogne a été mis en place en juillet 2010 par l'État, pour créer le 11ème parc national français, dédié à la forêt feuillue de plaine. Doté d'une Assemblée générale et d'un Conseil d'administration rassemblant les différents acteurs du projet (État et établissements publics, collectivités locales, acteurs du territoire), le GIP rassemble plus de 200 membres.

A ce jour, le projet de Parc national couvre 127 communes (45% en Haute Marne et 55% en Côte d'Or). Ce périmètre s'étend sur 241 000 hectares composé à plus de 50 % de forêts. Ce sont environ 28 000 habitants qui sont directement concernés par ce périmètre. L'objectif principal est la finalisation de la charte du parc national et la mise en œuvre des procédures de consultations locales et nationales, en vue d'une création du Parc national et de l'établissement public en charge de sa gestion envisagées à l'horizon fin 2018/2019.

La loi relative à la biodiversité votée en août 2016 prévoit la création d'une Agence française pour la biodiversité (AFB) au 1er janvier 2017, rassemblant dans un établissement public unique quatre structures œuvrant sur la biodiversité et la qualité des milieux marins, aquatiques, botaniques et des espaces protégés remarquables (l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema), l'Agence des aires marines protégées (AAMP), l'Aten, et Parcs nationaux de France (PNF)), dont elle reprend les attributions. A ce titre, l'établissement public AFB a parmi ses missions d'apporter son appui aux projets de création de nouveaux parcs nationaux. Il est ainsi membre du Groupement d'Intérêt Public de préfiguration du Parc National des Forêts de Champagne et Bourgogne » (GIP FCB), auprès duquel il affecte des personnels, dont le présent poste..

Description du poste

Mission :

Dans la cadre de la phase de création du parc national, le Chargé de mission Scientifique – Patrimoine naturel - Eau participe à l'élaboration de la charte et plus particulièrement pour les thématiques dont il est expert.

Pour ce faire, son activité se décompose en 3 grandes missions :

- Finaliser les volets patrimoine naturel, eau et paysage de la charte et de la stratégie scientifique en approfondissant et vulgarisant les connaissances nécessaires à l'élaboration de la charte, en lien étroit avec les autres parcs nationaux et l'Agence Française de la Biodiversité. Il apportera son expertise dans les phases de consultation nationale auprès du Conseil National

de Protection de la Nature.
- Créer une dynamique autour du projet de parc national en animant un réseau de compétences associant les services de l'Etat, les acteurs institutionnels et associatifs en lien avec les thématiques dont il a la charge et porter ou coordonner des actions de préfiguration dans ces domaines.
- Contribuer à la finalisation de la création du Parc national en pilotant l'élaboration du schéma fonctionnel de coopération entre le futur établissement public et les acteurs scientifiques et les gestionnaires d'espaces naturels, et poursuivre l'intégration du parc national dans les politiques publiques locales

Activités principales :

- Participer à la définition des zonages du futur parc national et à l'élaboration de la réglementation associée.
- Finaliser prioritairement les volets patrimoine naturel, eau et paysage ainsi que la stratégie scientifique du parc national.
- Instruire les avis du GIP en saisine du Régime transitoire d'autorisation spéciale.
- Faire émerger, porter et accompagner des actions de préfiguration du parc dans les champs thématiques relevant du patrimoine naturel, de l'eau et du paysage.
- Suivre et inscrire le futur Parc national dans les politiques publiques et les programmes d'actions locaux en lien avec le patrimoine naturel, l'eau et le paysage.
- Rédiger un schéma prévisionnel organisant les relations entre l'établissement public et les autres opérateurs du territoire intervenant dans les domaines scientifique et de la gestion des espaces naturels.
- Préparer et animer les réseaux techniques « Patrimoine naturel », « Eau », « Paysage » et « scientifique » du futur parc national.
- Participer aux réseaux nationaux notamment inter parcs nationaux animés par l'Agence Française pour la Biodiversité, et plus largement des gestionnaires d'espaces protégés.
- Animer des actions de concertation pour faire connaître le projet de parc national.
- Animer le Conseil scientifique.

Relations liées au poste

Relations internes

Autres chargés de mission du GIP.
Directions et services compétents de l'AFB, en particulier le service des Parcs nationaux et autres aires protégées.

Relations externes

Adhérents du GIP – Communes – Acteurs spécialisés dans les domaines concernés.
Réseau des Parcs nationaux

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A avec une formation en écologie et une expérience dans le domaine de l'eau.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

Connaissance des milieux naturels et semi-naturels et leurs fonctionnements.
Connaissance du monde de la recherche.
Connaissances de politiques publiques et des réglementations environnementales.
Connaissance du développement durable et de l'aménagement du territoire.
Connaissance des espaces protégés.

Savoir-faire opérationnel

Expérience en gestion réglementaire administrative des espaces protégés.

Expérience avérée en matière de concertation et de consultation.
Animation de groupes de travail, de réseaux.
Bonne capacité rédactionnelle et de synthèse.
Maîtrise des outils SIG.
Maîtrise de l'anglais.

Savoir-être professionnel

Grande rigueur professionnelle et réactivité.
Capacité d'innovation et créativité.
Travail en équipe.
Savoir gérer les conflits.
Souplesse et adaptabilité.

Nombreux déplacements y compris en soirée et week-end.
Permis B indispensable.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées peuvent obtenir des renseignements auprès de Hervé Parmentier, directeur du GIP FCB (06 16 33 91 91).

Elles devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence « chargé de mission Scientifique - Patrimoine naturel – Eau du GIP FCB » par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 23 janvier 2017

L'EMPLOI DE DGS (GROUPE 3) DE LA COMUE DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY EST VACANT

Détail de l'offre

Informations générales

Organisme de rattachement

Ministère de l'éducation nationale/Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

Référence

2016-56735

Date de fin de publication

23/01/2017

Description du poste

Catégorie

Encadrement supérieur

Domaine fonctionnel

Enseignement supérieur - Recherche

Statut du poste

Vacant

Nature du poste recherché

Titulaire exclusivement

Intitulé du poste

L'emploi de DGS (groupe 3) de la COMUE de l'université Paris-Saclay est vacant

Descriptif de l'employeur

L'Université Paris-Saclay (UPSaclay) est constituée sous la forme d'une communauté d'universités et établissements telle que définie par la loi ESR du 22 juillet 2013 (https://www.universite-paris-saclay.fr/fr). Elle comprend 18 établissements membres qui figurent parmi les plus réputés en France. Sa gouvernance est organisée autour de trois conseils essentiellement internes, le conseil d'administration, le conseil des membres et le conseil académique, et d'un comité de stratégie scientifique et d'innovation composé exclusivement de personnalités externes.

Description du poste

MISSION :
Le directeur général des services (DGS) est placé sous l'autorité du président de l'université, avec lequel il collabore et qu'il conseille. Il assure la direction, l'organisation et le fonctionnement des services administratifs, financiers et techniques de l'établissement, conformément aux dispositions du décret n°2010-175 du 23 février 2010. Membre à part entière de l'équipe de direction, il contribue à l'élaboration des politiques de l'établissement dont il assure la mise-en-œuvre opérationnelle en mobilisant au mieux les ressources allouées à l'UPSaclay et en coordonnant le réseau des DGS établissements membres.

ACTIVITES
Dans le cadre de sa mission générale, le DGS :
- joue un rôle stratégique et moteur en matière de pilotage de l'UPSaclay et est garant de la cohérence de l'ensemble de l'établissement en s'assurant en particulier du bon fonctionnement des instances de la gouvernance de l'UPSaclay, consultatives, décisionnelles et opérationnelles dont il prépare l'ordre du jour, les documents d'information et dont il suit la mise en œuvre des décisions ;
- réunit tous les éléments utiles aux arbitrages de la présidence, en collaboration étroite avec les vice-présidents ou directeurs et les services placés sous son autorité ;
- apporte son expertise au président dans la préparation du dialogue avec les autorités de tutelles, les financeurs et les partenaires de l'UPSaclay ;
- assure la coordination des agents de l'UPSaclay placés sous son autorité hiérarchique ;
- coordonne la remontée des informations (reporting) liée à la mise en œuvre des projets PIA, en collaboration étroite avec le vice-président en charge de l'IDEX ;
- anime différents groupes de travail et instances nécessaires à la mise en œuvre du projet collectif, notamment ceux impliquant les DGS des établissements membres et portant sur les fonctions de support et d'appui ;
- propose une stratégie et élabore dans ce cadre, en lien avec les établissements membres, des actions spécifiques sur la conduite du changement dans le contexte de la structuration progressive de l'UPSaclay.
Il assume par ailleurs toute mission que lui assigne le Président de la ComUE.

Conditions particulières d'exercice

Cet emploi doté de l'échelonnement indiciaire 801-1015 est classé dans le groupe III des emplois de SGEPES/DGS. Il est ouvert :
1° aux fonctionnaires appartenant à des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration ;
2° aux fonctionnaires appartenant à un corps ou à un cadre d'emplois de catégorie A, ou de même niveau, dont

l'indice brut terminal est au moins égal à l'indice brut 966, ayant accompli dix ans au moins de services effectifs dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de catégorie A ou de même niveau et ayant atteint au moins l'indice brut 705. Dans le cas où ils appartiennent à un corps dont l'indice brut terminal est au moins égal à l'indice brut 985, ils doivent avoir atteint au moins l'indice brut 639.

Descriptif du profil recherché

Le candidat devra disposer d'une bonne connaissance générale des enjeux, évolutions et cadre règlementaire des politiques publiques et de leurs processus de modernisation et d'évaluation dans un cadre national et international, ainsi que des connaissances approfondies dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.
Des connaissances des techniques de conduite du changement, de gestion de projets complexes, de négociation et de résolution des conflits sont indispensables.
Le candidat devra disposer d'un sens élevé du service public, de l'intérêt général et de l'utilité sociale et en décliner les principes dans son management. Il disposera en outre d'un goût affirmé pour le travail en équipe et d'une grande capacité d'écoute, d'animation et de négociation.

Ouverts aux contractuels

Non

Informations complémentaires

Informations complémentaires

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et d'une copie du dernier arrêté d'avancement d'échelon, doivent parvenir, avant le 23 janvier 2016 au plus tard à Mme Francine Engelhardt, assistante du Président Gilles Bloch :
francine.engelhardt@universite-paris-saclay.fr

Un double des candidatures devra être envoyé par courriel aux deux adresses suivantes :
- bureau DGRH E1-2 : dgrh-e-1-2@education.gouv.fr
- MPES : mpes.mobilite@education.gouv.fr

Les candidats préciseront dans leur message d'accompagnement du courriel, l'intitulé de l'emploi pour lequel ils postulent ainsi que leur grade et leur échelon.

Localisation du poste

Localisation du poste

Europe, France, Ile-de-France, Essonne (91)

Lieu d'affectation (sans géolocalisation)

Saint-Aubin (91190)

Demandeur

Poste à pourvoir le

01/12/2016

Premier ministre -Secrétariat général des affaires européennes (SGAE)

Point de contact national du *Codex Alimentarius* – Adjoint au chef de Secteur CIAA
68, rue de Bellechasse 75700 Paris

N° du poste : Catégorie : A ou A+ dans le cadre d'une mise à disposition
Poste vacant à compter du 1er janvier 2017.

Parcours professionnel :2

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Le Secrétariat général des affaires européennes (www.sgae.gouv.fr) est un service du Premier ministre principalement chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes ainsi que pour les activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et de l'alimentation (FAO-OAA). Au sein du SGAE le secteur CIAA est chargé d'assurer la coordination interministérielle des questions concernant la FAO, y compris le *Codex Alimentarius,* ainsi que le Comité de la sécurité alimentaire mondial (CSA). Le *Codex Alimentarius*, sous la tutelle de la FAO et OMS, œuvre à mettre au point des normes alimentaires internationales harmonisées destinées à protéger la santé des consommateurs et à promouvoir des pratiques loyales en matière de commerce international de denrées alimentaires. (http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/codex-home/fr/)	
OBJECTIFS DU POSTE	Le titulaire du poste assure la fonction de Point de contact du *Codex Alimentarius* en France, sous l'autorité du chef de secteur CIAA.	
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	• Préparation des instructions pour les groupes de travail du Conseil de l'Union européenne « *Codex Alimentarius* » : circulation des documents de travail, réunions interministérielles préparatoires, finalisation de la position française, préparation des éventuels arbitrages, participation aux réunions à Bruxelles, compte-rendu de réunions, etc. • Préparation des instructions pour les réunions des divers Comités et la réunion annuelle de la Commission du Codex : circulation des documents de travail, animation des réunions interministérielles préparatoires, finalisation des positions françaises pour les sessions, préparation des éventuels arbitrages, et participation aux réunions en tant que de besoin • Animation du Secrétariat national du Comité du Codex sur les Principes Généraux – CCGP, dont l'organisation, biennale, est assurée par la France (organisation pratique, préparation technique, assistance au Président, supervision du compte-rendu, etc.) • Identification des membres de groupes de travail ; réponses aux questions et participation à des réunions d'information	
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	L'agent travaillera en relation étroite avec tous les acteurs concernés : • Nationaux : départements ministériels, principalement Ministère de l'agriculture (DGAL, DGPE), Ministère de l'économie (DGCCRF, DGTRESOR), Ministère de la santé (DGS), Ministère des affaires étrangères (NUOI), organismes scientifiques (ANSES…), organisations professionnelles, organisations de consommateurs • Européens : Représentation permanente de la France, Secrétariat du Conseil, services de la Commission (DG SANCO) et représentants des autres Etats-membres, • Internationaux : Points de Contacts Codex, FAO, OMS, Secrétariat du Codex, Représentations permanentes de la France à Rome (FAO) et à Genève (OMS).	
COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
	- Expérience dans le domaine alimentaire et/ou sanitaire - Connaissance pratique indispensable du fonctionnement des administrations centrales et de l'Union européenne - Maîtrise de l'anglais (lu, écrit, parlé) - Connaissances et intérêt pour les sujets alimentaires et agricoles, en particulier des enjeux internationaux (aspects techniques, économiques et juridiques)	- Sens de la négociation et du consensus - Esprit de synthèse et capacité de rédiger avec clarté et précision - Capacité d'initiative, réactivité et disponibilité, en particulier lors des pics d'activité - Capacité à travailler en équipe intersectorielle - Capacité à gérer les conflits ; sens du dialogue - Bonne capacité d'adaptation et capacité à s'investir rapidement sur des sujets variés

MODALITES DE CANDIDATURE PERSONNES A CONTACTER	Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation **avant le 19 janvier 2017**. Mme. Dominique LEGROS - Chef du secteur CIAA au SGAE (tél. : 01 44 87 16 00), dominique.legros@sgae.gouv.fr M. Grégory VILLAR – Chef du pole Ressources humaines au SGAE (tél. : 01 44 87 11 78), gregory.villar@sgae.gouv.fr Stéphanie FLAUTO – sous directrice des affaires sanitaires, européennes et internationales / MAAF/DGAL/ SGISA /SDASEI (tel : 01 49 55 81 20) stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr Sophie PALIN– Adjointe à la sous directrice des affaires sanitaires, européennes et internationales / MAAF/DGAL/ SGISA /SDASEI (tel : 01 49 55 45 26) sophie.palin@agriculture.gouv.fr Une copie des candidatures devra être adressée à **Rekha BERNARD**, MAAF DGPE/SEI/SDI, 3 rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS. Tél : 01 49 55 48 18 - Courriel rekha.bernard@agriculture.gouv.fr

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International »
1, avenue Bourgelat, 69 280 MARCY L'ETOILE

Responsable de l'équipe « formation en élevage et médecine vétérinaire en régions chaudes »

N° du poste : (mise à disposition) Catégorie A +

Début de mission estimée : 3 avril 2017 Affectation géographique : Montpellier
Profil statutaire : CADRE A+ DU MAAF (ISPV, IPEF, IAE, …)

parcours professionnel : 2

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Le groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » (FVI) est consacré à la promotion, la coordination et la mobilisation de l'offre française d'expertise et de formation vétérinaires à l'international. Le siège est à Marcy l'Etoile (69 280), avec 2 antennes (Paris, Montpellier). Ses actions couvrent les domaines de l'ingénierie de l'expertise, de l'ingénierie de formation et de l'offre de formation aux thématiques vétérinaires à l'international. Les institutions membres qui participent au GIP FVI couvrent la palette de compétences dans le domaine de la santé publique vétérinaire et la gouvernance sanitaire vétérinaire. Un accord de partenariat spécifique entre FVI et l'un de ses membres, le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), concerne le fonctionnement d'une équipe mixte FVI-Cirad de formation en élevage et médecine vétérinaires en régions chaudes, conduite par l'agent de FVI, titulaire du poste objet de la présente fiche. Cette équipe est rattachée actuellement à l'UMR CIRAD-INRA CMAEE qui va au 1er janvier 2017 fusionner avec l'UR AGIRs du CIRAD augmentant ainsi le potentiel d'activité en interaction recherche-formation-expertise avec 100 agents permanents.
CONTEXTE de la COLLABORATION FVI - CIRAD	L'objectif de la collaboration entre FVI et le Cirad est de développer des offres d'enseignement et de formation en santé et production animales à l'international et en particulier au Sud, en associant les différents membres du GIP FVI et le Cirad en raison de leurs expertises respectives. Le principe est d'associer ces compétences et les moyens humains pour développer de la méthodologie, des outils d'ingénierie de formation, optimiser leur diffusion à travers les réseaux de tous les partenaires, et les collaborations au Sud pour le montage de projets, de formations et d'enseignement (internationaux) et contribuer à la mobilisation d'expertise, en lien avec ces actions de formation. Les outils et moyens développés par l'équipe mixte pour le montage de formations sont destinés à être ouverts aux membres de FVI. La promotion des missions d'expertise de FVI auprès des partenaires du Cirad et des personnes formées contribuent à la politique d'influence et à la promotion du savoir-faire français dans le domaine vétérinaire (construction d'un vivier d'experts pour enrichir le vivier mobilisable par FVI). L'implication du Cirad dans des projets de formation au Sud développés par les membres de FVI est également attendue.
OBJECTIFS DU POSTE	L'équipe d'enseignement et de formation en élevage et médecine vétérinaire en régions chaudes (Montpellier), est composée actuellement de 6 agents du Cirad (2 ingénieurs, 1 graphiste, 3 assistantes) et d'1 agent de FVI, responsable de l'équipe. Positionnée au sein de l'UMR CIRAD-INRA « Contrôle des maladies animales exotiques et émergentes - CMAEE», elle a également un rôle transversal auprès de 5 UMRs du Cirad, son pilotage est assuré par un comité technique de pilotage mixte Cirad-FVI. Sous l'autorité du directeur de FVI, et en concertation avec le directeur de l'UMR CMAEE, le titulaire du poste doit : • coordonner et développer l'offre de formation en santé et production animales en régions chaudes (présentiel ou numérique) pour FVI et le Cirad, • identifier les thématiques à développer en synergie avec les membres de FVI, pour contribuer au montage de consortiums nationaux et internationaux (projets de formation) avec les membres de FVI et les partenaires internationaux, • engager des collaborations nationales et internationales pour le montage de produits de formation innovants (diplômante/continue/numérique) par le renforcement des liens avec des établissements de formation du Nord et du Sud • être moteur dans l'évolution du périmètre de l'équipe au sein d'une nouvelle unité de recherche Cirad en travaillant sur la création d'une plateforme dédiée à la formation, l'enseignement, le partage et la vulgarisation des savoirs, en lien avec l'expertise épidémiologique notamment dans le cadre des réseaux régionaux de santé animale.
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	Le titulaire du poste est plus particulièrement en charge de : - la coordination et du management de l'équipe (animation opérationnelle, suivi budgétaire, gestion des RH), - l'animation et l'évolution des enseignements diplômants (organisés avec différents établissements d'enseignement supérieur français) et des formations continues

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">(organisées en modules spécialisés),
- la construction d'offres de formation associant des partenaires français ou/et européens, et la construction de partenariats avec des établissements du Sud,
- la mobilisation des compétences au sein des membres de FVI (notamment du Cirad) et au delà,
- la veille sur projets et la réponse aux appels d'offre dans les domaines de la formation,
- l'Ingénierie de formation et l'ingénierie multimédia (pour les produits numériques)
- le transfert des résultats de recherche aux travers des formations et Masters et de la vulgarisation des savoirs (autres supports)
- la contribution à l'ingénierie de formation et la production de supports/modules pour les réseaux de santé, en lien avec l'ingénieur Cirad basé à La Réunion

Il est également sollicité pour contribuer à d'autres missions de FVI, dans la limite de 20 % de son temps, comme :
- gestion d'opérations de FVI dont la responsabilité lui est confiée (instruction, mise en œuvre, suivi) et missions d'expertise dans ses domaines de compétence ;
- accueil de délégations étrangères et organisation d'évènements.
Il travaille en lien étroit avec les équipes FVI de Paris et Marcy l'Etoile.
Déplacements réguliers sur Paris et Lyon et à l'étranger.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Membres et agents du GIP FVI, partenaires du Cirad, partenaires internationaux institutionnels, autres intervenants dans le domaine de la formation, enseignement, développement et recherche appliquée au Nord et au Sud</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- diplôme en santé animale (vétérinaire ou agronome)
- ingénierie de formation et multimédia (souhaitée)
- maîtrise de l'anglais nécessaire
- souhaité : expériences de coopération internationale et des pays du sud</td><td>- capacités managériales
- travail en équipe pluridisciplinaire,
- communication et animation de réseau de partenaires
- maîtrise des outils informatiques courants</td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE</td><td colspan="2">Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation avant le 28 janvier 2017 au directeur de FVI (Olivier FAUGERE)</td></tr>
<tr><td>CONTACTS</td><td colspan="2">Olivier FAUGERE, Directeur du GIP-FVI, 1 av. Bourgelat, 69 280 Marcy l'Etoile.
Tél : 04.78.25.45 – courriel : olivier.faugere@fvi-atf.org

Marie Frédérique PARANT, Directrice adjointe du GIP-FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. 01.49.55.60.94 – Courriel : marie-frederique.parant@fvi-atf.org

Thierry Lefrançois, Directeur de l'UMR CMAEE, Campus International de Baillarguet 34398 Montpellier. Tél. 04 67 59 37 12 – Courriel : thierry.lefrancois@cirad.fr

Cécile Squarzoni Diaw, Titulaire actuelle du poste, Campus international de Baillarguet, 34398 Montpellier. Tél. 04.67.59.37.27 – Courriel : cecile.squarzonidiaw@cirad.fr

Une copie des candidatures devra être adressée à Rekha BERNARD, MAAF DGPE/SEI/SDI, 3 rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS. Tél : 01 49
55 48 18 - Courriel rekha.bernard@agriculture.gouv.fr</td></tr>
<tr><td>Pour en savoir plus</td><td colspan="2">http://www.france-vet-international.org http://formation-elevage-suds.cirad.fr/</td></tr>
</table>

AVIS DE VACANCE

EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE

Intitulé du poste: (DG-DIR-UNITE)	**SANTE-DDG2-G1**
Direction générale : **Direction :** **Unité :** **Chef d'unité :** **Téléphone :** **Nombre de postes disponibles:** **Catégorie** **Prise de fonction souhaitée :** **Durée initiale souhaitée** **Lieu d'affectation :**	**Santé et sécurité alimentaire** **G – Gestion de crise dans les domaines alimentaires, des animaux et des plantes** **G1 Santé des végétaux** **Dorothée André** **+32 2 29 62315** **1** **Administrateur (AD)** **1er trimestre 2017**[1] **2 an(s)**[1] ☐ **Bruxelles**
Particularités :	x **Avec indemnités** ☐ **SANS FRAIS**
	Cet avis est également ouvert ☐ **aux pays AELE suivants :** ☐ **Islande** ☐ **Liechtenstein** ☐ **Norvège** ☐ **Suisse** ☐ **Accord AELE-EEE in-Kind** **(Islande, Liechtenstein, Norvège)** ☐ **aux pays tiers suivants:** ☐ **aux organisations intergouvernementales suivantes:**

1	**Nature des fonctions :**

• Contribuer à l'adoption des dispositions nécessaires à la pleine mise en œuvre du nouveau règlement sur la santé des végétaux ainsi que des aspects liés à la santé des végétaux qui sont traités dans le nouveau règlement sur les contrôles officiels.
• Contribuer à la mise en œuvre et à la mise à jour de la législation phytosanitaire existante.
• Contribuer à l'amélioration de la préparation aux situations de crise et de leur gestion, notamment en analysant les interceptions d'organismes nuisibles à l'importation et les foyers d'organismes nuisibles dans l'Union, en assurant un suivi au moyen d'une intervention appropriée de l'UE et en maintenant à jour la législation sur les organismes nuisibles aux végétaux.
• Compte tenu de la nature du travail, entretenir des contacts fréquents avec d'autres services de la Commission, les États membres, l'Autorité européenne de sécurité des aliments et les parties prenantes (agriculture, commerce et ONG).

[1] Les précisions liées à la date de prise de fonction et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END).

2	**Qualifications requises :**

a) Critères d'éligibilité

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas un ou plusieurs de ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD ;

- Ancienneté de service: avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, sur base contractuelle ou statutaire

- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END ressortissant d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à accomplissement des tâches qui lui sont confiées.

b) Critères de sélection

- diplôme :
Formation universitaire d'au moins 4 ans dans l'un des domaines suivants: sciences de la vie, agronomie, biologie, environnement.

- expérience professionnelle :
Expérience professionnelle dans les domaines susmentionnés, une expérience des questions phytosanitaires serait un atout.
• Connaissance des règles et des procédures relatives à la mise en œuvre des politiques de l'UE en la matière.
• Connaissance des procédures décisionnelles dans les institutions de l'UE.

- langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches :
La langue de travail de l'unité est l'anglais et de bonnes aptitudes rédactionnelles en anglais sont requises. Une connaissance pratique du français et d'autres langues de l'UE présente un avantage supplémentaire.

3	**Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae) en français, anglais ou allemand **uniquement à la Représentation Permanente / Mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui transmettra les candidatures aux services de la Commission compétents dans les délais fixés par ces derniers. **Le non respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la**

candidature. Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,…). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.
Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

Une copie des candidatures sera transmise à :

Stéphanie FLAUTO – sous directrice des affaires sanitaires, européennes et internationales / MAAF/DGAL/ SGISA /SDASEI (tel : 01 49 55 81 20) stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr
Sophie PALIN– Adjointe à la sous directrice des affaires sanitaires, européennes et internationales / MAAF/DGAL/ SGISA /SDASEI (tel : 01 49 55 45 26) sophie.palin@agriculture.gouv.fr
Rekha BERNARD, MAAF DGPE/SEI/SDI, 3 rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS. Tél : 01 49 55 48 18 - Courriel rekha.bernard@agriculture.gouv.fr
Vincent TRAN, MAAF DGPE/SEI/SDE 3 rue Barbet de Jouy 75007 PARIS. Tél : 01 49 55 42 37 - Courriel vincent.tran@agriculture.gouv.fr

4 Conditions du détachement

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END). Le texte de cette décision est disponible sur http://ec.europa.eu/civil_service/job/sne/index_fr.htm.
L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.
Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui en remplit les conditions conformément à l'article 17 de la décision END.
Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.
Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

5 Traitement des données à caractère personnel :

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (CE) No 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données.
Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).
Le droit d'accès des personnes aux données les concernant, ainsi que de rectification de ces données, peut être exercé auprès du Responsable du traitement, conformément à l'article 13 du règlement relatif au traitement des données à caractère personnel. A tout moment, les candidats ont la possibilité de saisir le Contrôleur européen de la protection en envoyant un courriel à edps@edps.europa.eu.
A l'attention des candidats des pays tiers : vos données à caractère personnel peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires. Plus d'informations à l'adresse :
http://ec.europa.eu/dgs/personnel_administration/security_fr.htm.
Les informations sur le traitement des données personnelles au sein du JRC sont disponibles à l'adresse: http://ec.europa.eu/dgs/jrc/index.cfm?id=6270.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction Territoriale GRAND EST

DIRECTEUR/DIRECTRICE DE L'AGENCE DE MULHOUSE

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 13996

Catégorie : A (ICPEF, IPEF confirmé, IDAE confirmé)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation : A3</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant au 1er avril 2017</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Directeur de l'Agence de MULHOUSE
Gestion de 57 000 ha de forêts,
dont 42 000 ha de forêts de 223 collectivités</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Pilotage de l'activité et des moyens de l'agence composée de 75 personnes.
Poste à forte composante managériale</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Réalisation du contrat de l'agence :
- Suivi de l'application des aménagements forestiers pour les 228 forêts publiques dans le périmètre géographique de l'agence
- Commercialisation de 40 000 m3 (équivalent bois sur pied) en FD (dont 60 % en bois façonnés) et 240 000 m3 (équivalent bois sur pied) en FC
- Volume de travaux mis en œuvre en FD : 0,5 M€
- Chiffre d'affaires concurrentiel : 1,5 M€</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Management des équipes et négociation des feuilles de route par équipe (4 services fonctionnels et 6 unités territoriales)
Dialogue permanent et soutenu avec les élus des communes forestières et présidents de SIVU, employeurs de salariés forestiers
Enjeux environnementaux : Parc Naturel InterRégional des Ballons des Vosges – Contrats de gestion Natura 2000</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Expérience de manager confirmé indispensable
Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes forestiers
Bonnes connaissances du milieu institutionnel</td><td>Qualités relationnelles et disponibilité indispensables
Fortes capacités de dialogue et de négociation
Bonnes capacités d'analyse et de synthèse</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial
jean-pierre.renaud@onf.fr
Date limite de candidature : 5 janvier 2017</td></tr>
</table>

Office national des forêts
Direction territoriale Bourgogne Franche Comté
Chef du service des ressources humaines

N° du poste : **13699**
Catégorie A : **ICPEF, IDAE confirmé, AAHC, AAP**
Cotation : **A3**
Situation du poste : **susceptible d'être vacant**
Localisation du poste : **DIJON-BESANçON**

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	La Direction territoriale Bourgogne Franche Comté coordonne l'ensemble des activités conduites par ses 7 agences. Elle assure la représentation de l'Etablissement auprès des services de l'Etat, des collectivités territoriales et de ses partenaires sur son territoire. L'effectif global est d'environ 1 200 personnes. Le périmètre géographique couvert par la Direction territoriale résulte d'une nouvelle organisation qui sera effective à compter du 1er janvier 2017. Le service des ressources humaines compte 25 collaborateurs dont 4 cadres, répartis sur les sites de Besançon et Dijon. Couvrant 8 départements, le poste nécessite d'être présent à Besançon et Dijon. Gérant des personnels relevant de plusieurs statuts (Droit public et Droit privé), l'Etablissement s'appuie sur ce poste stratégique pour faire face aux enjeux ci-après : - Maîtrise des relations sociales au travers du dialogue institutionnel et des relations de travail quotidiennes. - Capacité à assurer un appui permanent au Directeur territorial au travers d'une forte implication dans l'animation et le pilotage des IRP. - Déploiement des outils de GPRH au service de l'accompagnement des personnels dans la réalisation de leur projet professionnel, en lien avec les besoins de l'Etablissement. - Etre moteur dans le développement des ressources humaines (recrutement, formation..). Vous devrez faire preuve de solides qualités relationnelles et d'une grande disponibilité (présence effective sur deux sites distants) et d'une expérience éprouvée des relations sociales.
OBJECTIFS DU POSTE	Déploiement de la politique RH de l'ONF Appui au DT, au CODIR, aux managers. Gestion des cas particuliers en lien avec les AS, les médecins du travail Animation de l'équipe RH de la DT
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Paie, suivi des carrières, mise en œuvre de la SST, préparation et animation des IRP, Suit prépare et anime les négociations territoriales (NAO, déploiement des accords nationaux). Prépare le plan de formation et de développement des personnels. Gestion des situations individuelles en lien avec les managers, les AS, les médecins de prévention ou de travail. Participation à de nombreux groupes de travail nationaux et régionaux

COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
	- Qualités relationnelles et grande disponibilité. - Sens de l'écoute Formation et expérience : Bonne connaissance des ressources humaines et du contexte de l'ONF	- Bonne capacité de dialogue et de négociation, capacité à convaincre - Grandes capacités d'organisation
PERSONNES A CONTACTER	Frédéric KOWALSKI - Directeur Territorial Bourgogne Franche Comté Frederic.kowalski@onf.fr Tel : 0670557756 Date limite de candidature : 5 janvier 2017	

Office national des forêts
Direction territoriale Grand Est – Groupe EST
Chef du service des ressources humaines

N° du poste : **13699**
Catégorie A : **ICPEF, IDAE confirmé, AAHC, AAP**
Cotation : **A3**
Situation du poste : **susceptible d'être vacant**
Localisation du poste : **STRASBOURG**

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	La direction territoriale Grand Est contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales et les décline à son niveau. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les agences territoriales et spécialisées de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'Office et ses relations institutionnelles à l'échelle du périmètre géographique de la région administrative Grand Est. Elle est organisée autour de services territoriaux, de 14 agences territoriales (avec 95 unités territoriales) et 3 agences spécialisées (avec 18 unités de production) qui regroupent 2500 collaborateurs. Les forêts publiques représentent 60% de la forêt (394 000 ha de forêt domaniales et 719 000 ha de forêts communales) et commercialisent annuellement près de 5 millions de m3 de bois (dont 2 millions de bois façonnés). L'ONF est un interlocuteur de premier plan des services de l'Etat et des collectivités territoriales de la région Grand Est. Les services de soutien (Finances, RH, Juridique, Foncier, Concessions, Immobilier, Achat) sont regroupés au sein d'un Secrétariat Général. Pour assurer un service de proximité aux personnels de chaque groupe d'agences de la DT, il existe deux services RH Est et Ouest comprenant chacun 3 pôles de proximité : - un pôle de gestion des personnels de droit public, - un pôle de gestion des personnels de droit privé, - un pôle Santé et sécurité au travail Ces deux services partagent un pôle transverse Formation et Compétences qui oeuvre pour l'ensemble des personnes de la DT. Le service des Ressources Humaines gère l'ensemble des personnels en poste dans cette région, soit * 600 personnels de droit public et * 600 personnels de droit privé (OF domaniaux, OF communaux, contractuels de droit privé, emplois aidés). Il suit leur carrière, de leur embauche jusqu'au départ, la paye et toute la gestion administrative. Il a en charge le suivi des effectifs et de la masse salariale. Il organise le dialogue social avec les IRP : CHSCT et CTE pour les personnels de droit privé – et prépare en collaboration avec le SG les instances de droit public CTSCT et CTT.
OBJECTIFS DU POSTE	Déploiement de la politique RH de l'ONF Appui au DT, au CODIR, aux managers. Gestion des cas particuliers en lien avec les AS, les médecins du travail Animation de l'équipe RH de la DT
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	En lien avec le chef de pôle pour le personnel PEF : paye, suivi des carrières de 600 personnes de droit public, répartis sur 4 départements, 6 agences territoriales, les services fonctionnels de l'agence travaux Rhin-Vosges, de l'agence Etudes Grand Est et du pôle Est de la DT. En lien avec le chef de pôle SST : mis en œuvre de la SST dans les 2 secteurs (2 CHS et divers groupes de travail issus de ces 2 instances) En lien avec le chef du pôle gestion des OF : prépare, suit anime les IRP, Suit prépare et anime les négociations territoriales (NAO, déploiement des accords nationaux). En lien avec le chef de pôle formation et compétence, prépare le plan de formation et de développement des personnels.

<table>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Appui et soutien au DT, des membres du CODIR du Groupe Est.

Gestion des situations individuelles en lien avec les managers, les AS, les médecins de prévention ou de travail.
Préparation, tenue et suivi des IRP (CTE, CHSCT, CCT, CTSHCT).

Appui et soutien au DT, des membres du CODIR.
Participe au CODIR du Groupe Est, au réseau RH-T
Anime le réseau des SG des agences.
Participe à de nombreux groupes de travail nationaux et régionaux</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Qualités relationnelles et grande disponibilité.
- Sens de l'écoute
<u>Formation et expérience</u> :
Bonne connaissance des ressources humaines et si possible du contexte de l’ONF</td><td>- Bonne capacité de dialogue et de négociation, capacité à convaincre
- Grandes capacités d'organisation</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">Jacques BECKEL - Secrétaire général de la DT GRAND EST
Jacques.beckel@onf.fr Tel : 06 16 30 75 18
Date limite de candidature : 5 janvier 2017</td></tr>
</table>